

Résister!

#3 - juin 2011

au capitalisme, au fascisme, aux discriminations... et à la résignation.



Préparer la lutte finale

Les revendications mises en avant par les mobilisations sont multiples : contre la précarité, l'exclusion, le racisme, le nucléaire, les suppressions d'emplois, les fermetures d'écoles et d'hôpitaux... pour de meilleurs salaires, les droits des femmes, la laïcité, pour d'autres réformes, pour la solidarité. Peut-on tout faire converger et comment ? Peut-on raisonnablement revendiquer tout, tout de suite ?

Pour certains
partisans du
remplacement de
l'ancien par un
nouveau monde il ne

OILÉ !

Agenda

Page
11

Prix

Le prix est
librement
fixé par le
lecteur. Le
prix de
revient est de
0,40 €

saurait être question d'attendre. L'alternative doit se vivre ici et maintenant, elle doit être mise en œuvre par une rupture effective avec le système, par le développement d'autres pratiques, en dehors des circuits du marché et des institutions établies. Pourquoi pas ? Quand à chaque début de mobilisation collective les directions syndicales freinent des quatre fers et, au nom de l'unité, reportent systématiquement à un avenir indéfini les revendications véritables de l'émancipation sociale au profit de demi-mesures, on est en droit de demander autre chose !

Mais le fond de l'affaire n'est pas une question d'étapes, aujourd'hui des revendications limitées et demain le programme maximal, comme tendent à le faire croire les leaders syndicaux « représentatifs » ou les politiques « responsables ». C'est avant tout une question de perspective d'ensemble, et cette question se pose dès maintenant.

Retourner au capitalisme mythique de grand-papa, avec des salariés à vie

.../...

dont le « pouvoir d'achat » augmente et qui peuvent « progresser dans l'entreprise » au fil des ans, cela n'a évidemment aucun sens. On ne construira pas l'avenir avec la nostalgie d'on ne sait quelle époque, en dressant des murailles autour du pays comme y invitent les nationalistes et autres rétrogrades. Alors que l'économie est organisée par des multinationales, que le cœur de l'industrie mondiale a été relocalisé en Asie, que le « management » tend à dominer tous les pans de nos vies et que les catastrophes écologiques ont une ampleur planétaire, prétendre qu'on va s'en sortir en s'isolant c'est comme prétendre qu'en construisant une digue devant sa maison on se protégera du prochain tsunami. Nos luttes ici et maintenant peuvent être désespérantes si nous les vivons comme autant de combats sectoriels, isolés les uns des autres, composant à quelques exceptions près une succession de défaites. Pourtant chacune de ces luttes nous fait gagner en expérience, en solidarités, en compréhension du monde. Elles sont porteuses d'espoir si nous les relient entre elles, aux luttes dans d'autres pays, sur

d'autres continents. Ces luttes sont porteuses d'espoir si nous les concevons comme autant de brèches, de tentatives, donc d'étapes vers une contestation généralisée du système. Ces luttes prennent tout leur sens si nous les projetons dans la préparation convergente d'un mouvement d'ensemble pour en finir avec les inégalités sociales et toutes les formes d'oppression à l'échelle mondiale.

Le vent qui souffle depuis plusieurs mois sur le monde arabe remonte progressivement vers nos latitudes. Les médias nous ont vendu « le printemps arabe » comme le fruit de la domination des despotes, ce qui est certainement une partie de la vérité. Mais la mobilisation gagne les pays mis sous pression par le FMI, la Grèce et le Portugal, et aussi l'Espagne. D'un seul coup, le domaine de la lutte s'est étendu à la domination des banquiers et des multinationales : d'un seul coup, cette lutte ouvre la voie à une contestation globale de l'ordre établi.

R

Arvato Socam (Laxou), un conflit social de 54 jours



Ils ne demandaient pour vivre un peu plus décemment qu'une augmentation des salaires de 150 EUR par mois, une augmentation des tickets restaurants à 6 EUR, une meilleure prise en

exigent leur dû.

Durant le conflit, la détermination des salariés d'Arvato a contraint la direction à ouvrir des discussions. Ils ont recueilli un soutien massif de la population lors des signatures de pétition. Mais ils n'ont pas obtenu la revalorisation de leur salaire (qui était leur principale revendication) après négociations du syndicat principal de la boîte avec la direction.

Il n'en reste pas moins que le géant que représente Bertelsmann a tremblé devant une poignée de ses salariés. Le patronat ne comprenant que le langage du rapport de force, c'est bien la construction d'une grève large et interprofessionnelle qui peut le contraindre à céder aux revendications de l'ensemble des salariés.

Et c'est bien au patronat à payer la crise dont il est responsable, et qui, pour le moment, n'est supportée

que par « les travailleurs » ou les « privés de travail ».

Vous pouvez retrouver les détails de ce conflit sur la page Facebook des salariés en lutte.

[http://www.facebook.com/salaries.asec](http://www.facebook.com/salaries.asec*)*

Une militante anticapitaliste.

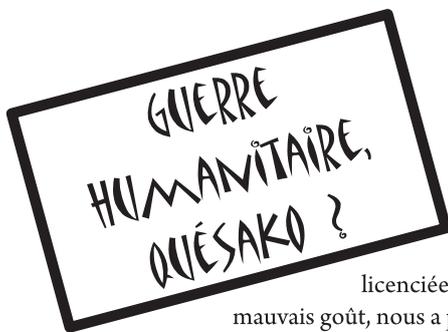
R

charge de leur mutuelle et un 13ème mois pour tous.

Au sein d'une entreprise dont le chiffre d'affaires dépasse 15 milliards d'euros et dont les profits récents ont avoisiné le milliard d'euros, il est légitime que les salariés, dont une grande partie est embauchée sous contrat précaire,



Photo/Taos



À plusieurs reprises Alain Juppé, notre ministre actuel des Affaires étrangères, à la place de MAM,

licenciée pour faute grave de mauvais goût, nous a parlé de « guerre

humanitaire », d'abord pour l'intervention en Libye et maintenant pour la Côte d'Ivoire. Je me suis interrogée sur cette étrange cohabitation.

Me frayant un chemin dans les articles « guerre » et « humanitaire » du dictionnaire (1), j'ai sélectionné les définitions les plus adaptées à la situation politique :

• Guerre, subst. fém. : rapports conflictuels qui se règlent par une lutte armée, en vue de défendre un territoire, un droit ou de les conquérir, ou de faire triompher une idée.

Au fig. Le nerf de la guerre. L'argent.

• Humanitaire, adj. : qui s'attache à soulager l'humanité souffrante, à venir en aide aux hommes dans le besoin, dans la détresse.

Ces deux termes, qu'on pouvait penser antinomiques, à regarder de près les deux définitions dictionnaires, ne sont en réalité pas si éloignés. Les médias qui ont récupéré l'expression l'ont bien compris, puisqu'aujourd'hui elle est utilisée par nos responsables politiques et nos intellectuels, histoire de nous faire avaler la pilule – non, pas le Mediator ! –, mais celle que le peuple digère sans problème et qui semble ne pas laisser d'effets secondaires.

D'après les sources consultées sur Internet, il semble qu'en 1999 fut créée la notion de « bombardements humanitaires », à la faveur de la guerre du Kosovo, par un opposant à la guerre de V. Havel, le président-philosophe, proche de Frank Zappa, chargé un temps de la politique culturelle tchèque, qui avait déclaré dans Le Monde du



Abasourdie par le discours de la classe dominante

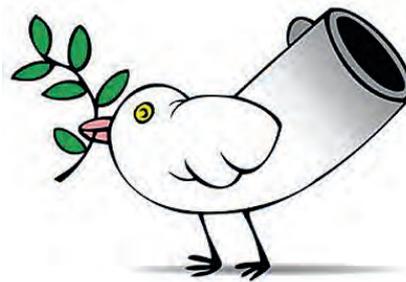
(gauche et droite confondues) pour couvrir les amours ancillaires de Dominique Strauss-Kahn, ex-directeur général de la faim dans le monde, je me suis penchée sur l'expression « troussage de domestique, trousser une domestique » qui me paraissait d'un autre

temps et qui en disait long sur la prise en compte de la plaignante.

« Domestique », en tant que nom masculin, dans un sens vieilli, c'est « l'ensemble des domestiques qui appartiennent à une maison », en l'occurrence le Sofitel, du groupe Accor. On se souvient du joli documentaire au Caméo sur les femmes de chambre en grève, preuve du respect que ce groupe porte à son personnel.

L'exemple donné illustre bien le statut accordé à la domesticité de l'époque : « Elles [les filles] sont destinées, les unes à entrer dans le domestique des grandes maisons, et habituées, dans ce but, à servir, à sourire et à n'exhaler sous les coups que des plaintes

29 avril 1999 :
« Dans l'intervention de l'OTAN au Kosovo, je pense qu'il y a un élément que nul ne peut contester : les raids, les bombes



ne sont pas provoqués par un intérêt matériel. Leur caractère est exclusivement humanitaire : ce qui est en jeu ici, ce sont les principes, les droits de l'Homme auxquels est accordée une priorité qui passe même avant la souveraineté des États. Voilà ce qui rend légitime d'attaquer la Fédération yougoslave, même sans le mandat des Nations unies. »

Le député européen Richard Falbr a rassemblé les deux mots et créé la figure, qu'on appelle « oxymore », de « bombardements humanitaires », à partir de quoi on parla de « guerre humanitaire » le plus sérieusement du monde, passant de l'intention ironique au marketing politique.

Quelles que soient les justifications linguistiques, stylistiques, rhétoriques, il demeure qu'une guerre est une guerre, humanitaire, elle reste une forme de colonialisme. La France est engagée dans trois « conflits » pour y protéger non pas les civils, mais ses intérêts économiques et faire fructifier son marché des armes !

Reste la question de l'utilisation de missiles Tomahawk en alliage uranium-titane en Libye et du coût de ces « interventions humanitaires » pour les contribuables, dans un contexte de crise mondiale.

C. Jadelot

(1) Trésor de la langue française.



harmonieuses ; les autres à faire métier de courtisanes... » Toulet, Comme une fantaisie, 1918, p. 35.

Il me manquait le verbe trousser, correspondant à l'action. J'ai retenu le sens vieilli : « 2. a) Posséder sexuellement une femme. » Et l'exemple qui suit : « Buteau, déjà, avait empoigné la fille sous la jupe, à pleine main. Son enragement tournait toujours en un coup brusque de désir. Tandis qu'il la troussait sur l'herbe, il grognait, étranglé, la face bleue et gonflée de sang. » Zola, Terre, 1887, p. 315.

En ce qui concerne le troussage et la sortie de Jean-François Kahn, moitié de Kahn, je n'ai trouvé que ce sens : « Art culin. Action de trousser une volaille. » Effrayant, non ?

Finalement pour ceux qui gouvernent le monde, nous ne sommes pas sortis de la domesticité, nous comptons toujours pour du beur.

Ce n'est pas seulement le sable qui doit remonter du Sahara, mais la révolte qui gagne maintenant l'Espagne.

Ya basta !

Christiane Jadelot



Un lorrain ministre de la défense

son portrait à travers la presse

Connaissons-nous les élus qui siègent dans des instances nous concernant ? (ça laisse le champ large) Les dérapages de certains politiciens mettent en exergue un manque d'information sur les procès, plaintes... les concernant. Tout d'un coup on découvre que "c'était connu" mais qu'en fait "personne ne savait" car la dite "grande" presse relayait mal voire pas l'information.

C'est ce que Laure Daussey évoque à travers "Elus condamnés pour agressions sexuelles : pourquoi la presse s'en fiche" : <http://www.arretsurimages.net/contenu.php?id=4039>

Toutefois il semble que ce type de délinquance ne soit pas le seul à être minoré dans les médias. *RésisteR!* considère comme son devoir de faire connaître les faits avérés, tous délits confondus ; mais également de rappeler les comportements ou propos des élus.

Voici donc un premier portrait de politicien lorrain.



Le blog "Les dernières nouvelles du monde" retrace ainsi le parcours de Gérard Longuet "Gérard Longuet, beau-frère de Vincent Bolloré , ancien dirigeant d'extrême droite, est promu au grade de Ministre de la Défense. Après une scolarité passée au lycée Henri-IV de Paris, il entame des études de droit et de lettres. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris en 1966, il obtient un diplôme d'études supérieures (DES) de sciences politiques en 1968.

En 1964, il prend part, en compagnie d'Alain Madelin, à la création du mouvement Occident, organisation de militants d'extrême droite souvent impliqués dans des affrontements violents contre l'extrême gauche. En 1967, soupçonné en sa qualité de dirigeant du mouvement d'avoir été co-instigateur d'une expédition violente menée par Occident contre des étudiants d'extrême gauche à l'université de Rouen (l'un de ces derniers étant laissé dans le coma après l'attaque), il est inculpé et incarcéré.

Gérard Longuet est condamné le 12 juillet 1967 à 1 000 francs d'amende pour complicité de « violence et voies de fait avec armes et préméditation », en même temps que douze autres militants d'extrême droite, dont Alain Madelin et Patrick Devedjian.

De cet engagement, il dit : « J'assume avoir été d'extrême droite. On s'est simplement trompés sur le modèle colonial, qui ne pouvait perdurer. » Il entre à l'École nationale d'administration (ENA) en 1971 et en sort en 1973 (promotion

François Rabelais).

Entre temps, en 1972, il rédige le premier programme économique du Front national, créé la même année"

Source :

<http://lesdernieresnouvellesdumonde.blogspot.com/2011/02/gerard-longuet-generation-occident.html>

Le *Canard Enchaîné* du 9 mars 2011 confirme la participation de Longuet à la rédaction du premier programme économique du FN..

Et Maintenant :

Le Journal *Médiapart* et divers journaux dont le *Canard Enchaîné* du 9 mars révèlent ses ennuis actuels avec la justice :

"A peine nommé au ministère de la défense, Gérard Longuet voit les ennuis judiciaires s'accumuler. Alors que l'avocat des familles des victimes de l'attentat de Karachi demande son audition par le juge d'instruction Van Ruymbek, le nouveau ministre pourrait se voir reprocher une «prise illégale d'intérêts» à la suite des fonctions de conseiller qu'il a exercées dans le cadre d'un contrat avec GDF-Suez entre septembre 2008 et décembre 2009."

Source :

<http://www.mediapart.fr/journal/economie/040311/gerard-longuet-est-rattrape-par-son-passe-de-conseiller-chez-gdf-suez>"

Médiapart précise dans son article qu'il s'agirait d'une modique somme de pas moins de 450 000 !

.../...

Par ailleurs, la société de conseil Sokrates n'a pas déposé de comptes depuis 2009 auprès du tribunal de commerce, ce qui est illégal.

Le même journal *Médiapart* explique, toujours dans son édition en ligne du 4 mars 2011 dans un article sur la Famille Longuet :

"Alors que Gérard vient d'être nommé ministre de la défense, sa femme, Brigitte, est pressentie pour devenir vice-présidente de la Commission nationale des professions libérales, nommée par le ministre Frédéric Lefebvre. Tandis que leur fille Aurore travaille comme «conseillère-fantôme» au cabinet de Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'environnement."

Source :

<http://www.mediapart.fr/journal/france/030311/les-longuet-une-famille-formidable>

Rappelons également les déclarations suivantes du nouveau ministre de la République :

Il associe homosexualité et pédophilie le 3 juillet 2008 lors d'une audition au sénat. Il s'en défend lors d'une interview dans *l'Est Républicain*, mais la vidéo devrait rafraîchir ses souvenirs.

Voir la vidéo :

<http://www.rue89.com/2008/11/10/pour-longuet-lutter-contre-lhomophobie-et-contre-la-pedophilie-est-contradictoire>.

En 2010, Gérard Longuet s'oppose à la nomination de Malek Boutih à la tête de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), déclarant "il vaut mieux que ce soit le corps français traditionnel qui se sente responsable de l'accueil de tous nos compatriotes"

Source : <http://www.france-info.com/france-politique-2010-03-10-le-nouveau-derapage-verbal-de-gerard-longuet-415678-9-10.html>

La Mouche Du Coche



Un service public qui s'affaiblit Faire plus avec moins !

Depuis quelques années, l'Etat plonge les collectivités dans des situations impossibles. Dans un contexte économique et financier difficile (transfert de compétences non compensées par l'État), les Départements sont contraints de réorganiser leurs services, en interne, et de réduire leurs subventions, en externe. Les communes et les communautés de communes, quant à elles, sont en difficulté pour préparer les budgets primitifs, car elles ne disposent pas des informations indispensables découlant des réformes successives (suppression de la taxe professionnelle, réforme des dotations et compensations d'État, etc.).

Les collectivités sont dos au mur. Elles sont obligées de faire face à la crise, à une situation financière très difficile.



Optimiser, se recentrer, se concentrer, faire plus avec moins, mais aussi mobiliser les partenaires et, bien sûr, réinventer les métiers. La crise s'acharne déjà sur des populations qui vont perdre du service public. Il faut résister pour maintenir un véritable service public, qui

correspond aux besoins des citoyens, car d'autres réformes territoriales nous attendent d'ici 2014.

L'État cherche à faire disparaître les Départements en les présentant comme un maillon faible de l'organisation administrative de la France, alors qu'ils ont subi une territorialisation des services pour être plus proche des usagers. Ils jouent un rôle essentiel dans la coordination, là où les Régions s'avèrent trop éloignées.

Ne supprimons pas ces repères !
Indignons -nous !

Bertolt Brecht disait : « **Celui qui combat peut perdre, mais celui qui ne combat pas a déjà perdu.** »

Humour noir à Orange

Le comité directeur de la multinationale Orange vient d'annoncer son intention de licencier 20 % de sa filiale Orange au Kenya, soit 400 personnes. La perte de 400 petits millions d'euros sur une année justifierait ce plan social. Le groupe affiche pour la même année un insolent résultat net de 5 milliards d'euros. Dans le même temps, Orange France lance un grand jeu photo pour la fête des mères, jeu réservé à son personnel. Premier prix, je vous le donne en mille : un safari photo au Kenya !
Avec 400 porteurs ?

Un canton comme beaucoup d'autres. Pont-à-Mousson, lors des dernières élections, 57% d'abstention et une grosse mobilisation de l'extrême droite (38%). Pourtant un soir de cinéma, lors d'une projection de "Illegal", une autre réalité s'impose aussi. Lors du débat qui suit, un bon nombre d'hommes et de femmes s'opposent au discours xénophobe. J'apprends que pour la troisième fois, un cercle du silence sera organisé le lendemain sur la place principale de la ville. Le lendemain, jour de marché, la visibilité auprès de la population est maximum. Le courage doit l'être aussi. Sous l'œil peu habitué des flics locaux, quelques "défenseurs" de la préférence nationale viendront pourtant donner leur avis. Tout cela restera verbal. Heureusement. C'est dans ces conditions que nous avons rencontré Marie-Dominique, co-organisatrice de ces cercles.

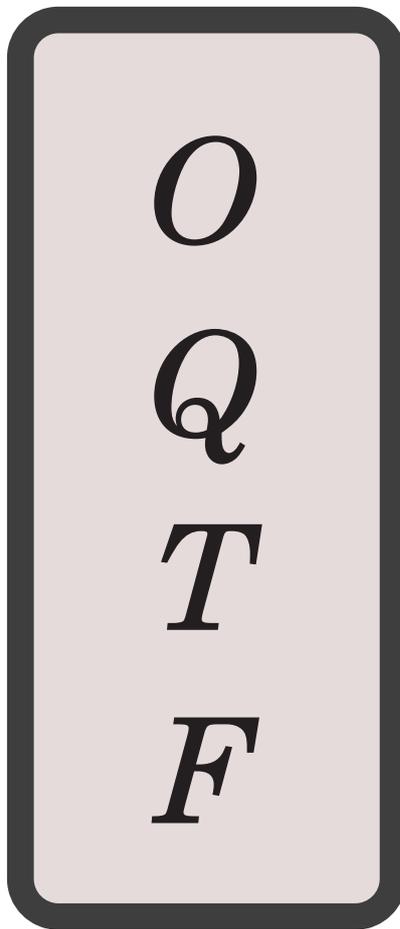
Un cap avait été franchi avec le discours de Grenoble

RésisteR! : Bonjour. Il y a environ une quinzaine de personnes pour ce troisième cercle. C'est remarquable étant donné le contexte local. Comment vois-tu la suite ?

MD : Pour le moment, nous sommes quelques organisations (*) à appeler les citoyens de façon ponctuelle à un cercle de silence à Pont-à-Mousson, généralement un deuxième samedi du mois, sur la place Duroc. Nous envisageons de le faire de façon plus régulière ; ceci se mettra sans doute en place dès septembre prochain. L'important pour nous est déjà de faire connaître la situation, car bon nombre de nos concitoyens ne se doutent pas des difficultés que peuvent connaître les étrangers pour parvenir à obtenir des papiers, ou simplement les faire renouveler.

RésisteR! : Il y a eu un premier cercle. Qu'est-ce qui t'a décidée, avec d'autres, à rendre cet engagement visible ?

MD : Un cap avait été franchi avec le discours de Grenoble et la proposition de loi Besson. Parallèlement, le mouvement Utopia venait d'éditer un ouvrage collectif « Sans Papiers ? Pour lutter contre les idées reçues », préfacé par Danielle Mitterrand. En Lorraine, nous étions quelques-uns du mouvement à habiter près de Pont-à-Mousson. L'idée a fait son chemin, des contacts ont été pris avec RESF 54 pour l'organisation... et puis, nous avons été alertés par le cas d'une jeune maman de trois enfants scolarisés à Pont-à-Mousson, qui avait reçu une OQTF (obligation de quitter le territoire français). La maman, de nationalité marocaine, avait une autorisation de séjour valable jusqu'en 2013 en Espagne, mais elle avait fui son mari violent là-bas pour venir s'installer chez son frère en France. L'OFII (office français de l'immigration et de l'intégration) lui demandait maintenant de choisir son aéroport de destination en Espagne. Après une pétition signée par plus de 180 personnes et envoyée au préfet, nous avons donc décidé en urgence le mardi 5 octobre que nous appellerions avec RESF, la Ligue des droits de l'Homme et la FCPE, à un premier cercle de silence pour soutenir cette maman et ses trois enfants le samedi suivant 9



(obligation de quitter le territoire français)

octobre 2010. Cet appel a été relayé par la presse locale : nous étions plus de 60 lors de ce premier cercle, et nous avons pu annoncer publiquement que le préfet venait de lui accorder un titre de séjour provisoire pour un an.

RésisteR! : Est-ce que ces sujets sont abordés par la municipalité et plus généralement les élus locaux de tout poil ? Qu'en disent-ils ?

MD : Les organisations à l'initiative des cercles n'ont pas été contactées par la municipalité de Pont-à-Mousson à ce sujet, mais des élus locaux de gauche ont participé à ces cercles : conseillers municipaux, conseillers généraux. Le député de la circonscription s'est aussi clairement engagé en octobre dernier par un courrier au préfet. On peut regretter leur absence à ce troisième cercle...

RésisteR! : A quelques kilomètres (Metz), il y a un Centre de Retention Administrative (CRA). La défense et la protection des personnes retenues dans ces centres étaient en question au débat d'hier soir. Compte tenu du lien évident entre les cercles et la lutte contre la rétention des étrangers sans papiers dans ces centres, est-ce que des actions communes avec RESF 57, par exemple, sont envisageables ?

MD : Nous sommes déjà en contact étroit avec RESF 54, pour être prêts à mobiliser un maximum de personnes si besoin. (C'est d'ailleurs le cas en ce milieu du mois de mai à Pont-à-Mousson pour une nouvelle famille.) Le débat autour du film *Illégal*, que des membres de RESF 57 ont accepté de co-animer, nous a permis de mieux connaître la réalité des centres ; des personnes présentes lors de cette soirée ciné-débat ont fait part de leur envie de s'engager un peu plus en rendant des visites au retenus à Metz ; c'est un prolongement à cette première soirée. Nous continuerons bien sûr à utiliser le débat, les cercles, les pétitions et pourquoi pas trouver d'autres formes d'actions communes pour défendre les droits humains.

RésisteR! : Merci. Rendez-vous au prochain cercle, probablement le 10 septembre à Pont-à-Mousson.

Jihel



(*) Le mouvement UTOPIA, le Réseau Education Sans Frontière, la Ligue des droits de l'Homme, la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves, Le Secours Catholique, Amitiés Mussipontains Immigrés...

Coulons la Marine !

Marine Le Pen. La nouvelle figure médiatique (même stratégie qu'omni-Sarkozy ?). Elle passe bien apparemment, peut-être mieux que son père, avec un discours légèrement moins xénophobe en apparence, parsemé d'idées socialistes vidées de leur sens. Le retour du national socialisme ?... Et de la résistance !

LA MÊME POUDRE AUX YEUX QUE LES AUTRES PARTIS

Le programme du Front National est avant tout populiste. D'après le Larousse, le populisme est une "idéologie politique de certains mouvements de libération nationale visant à libérer le peuple sans recourir à la lutte des classes." D'après le TLFi c'est "Tout mouvement, toute doctrine faisant appel exclusivement ou préférentiellement au peuple en tant qu'entité indifférenciée."

Se servant de la stigmatisation de certaines catégories de la population (profs, immigrés, chômeurs) le FN considère les "Français" comme une entité homogène. Plus particulièrement il s'adresse aux "salariés", aux "dirigeants de petites entreprises" et aux "personnes âgées" ; aux "consommateurs" ; aux "automobilistes français". Difficile de ne pas être dans cette cible marketing.

Se fondant sur des stéréotypes médiatiques, il souhaite récupérer le sentiment de ras-le-bol, discours suffisamment vague pour plaire, suffisamment creux pour ne pas dire ce qui pourrait fâcher : une oligarchie où en réalité les intérêts d'une minorité sont toujours privilégiés, et non une démocratie. De même que la majorité des électeurs de l'UMP et du PS défendent les intérêts de leurs exploités (syndrome du lardin), les électeurs du Front National donnent du crédit à la poudre aux yeux orchestrée par le FN : le national socialisme.

Récupérer l'opinion avec une simple stratégie de manipulation de masse : émouvoir, essentiellement par la peur, en parlant de "l'indignation légitime des français", ce qui provoquera inévitablement une adhésion spontanée,

puis proposer immédiatement une solution. Cela permet de court-circuiter l'esprit critique.

Par exemple, la lutte des classes est revisitée pour n'en garder que le sentiment d'injustice sociale qui résulte du déséquilibre travail / capital (actionnaires / travailleurs). Le FN dénonce avec facilité et propose imposition et nationalisation sous contrôle malléable et subjectif de l'État, c'est-à-dire des dirigeants du FN s'ils s'avéraient être élus. Si l'inégalité vient de l'opposition travail / capital, pourquoi ne pas aller au bout de la logique marxiste et proposer de remettre le fruit du travail aux travailleurs ?

Pour renforcer le pouvoir de cet état totalement subjectif, qui substituerait l'injustice étatique à l'injustice du capital, le FN prévoit très clairement d'instaurer un état policier. Par exemple, je cite : "Mettre fin à la suspicion qui pèse sur les forces de l'ordre lorsqu'elles font usage de la force, en créant une présomption de légitime défense."

Le socialisme est un "ensemble de doctrines inspirées par des sentiments humanitaires, fondées sur une analyse critique des mécanismes économiques et parfois du statut politique de l'État, ayant pour objectif la transformation de la société dans un sens plus égalitaire" (TLFi). Le national socialisme n'est pas un socialisme, il n'est ni humaniste, ni égalitaire, et ne le sera jamais.



QUI SONT LES PROFITEURS ?

Marine Le Pen n'est pas là par hasard, mais parce que les partis politiques jouent avec le feu pour assurer leur passage électoral : assurer un second tour Le Pen-PS ou Le Pen-UMP, c'est assurer leur victoire comme en 2002. Les journalistes jouent avec ce même feu pour booster l'audimat. Le gouvernement tsarkosiste a glissé encore plus vers la chasse aux Roms, aux sans-papiers, vers les croisades et l'entretien des électeurs dans une peur panique de l'invasion identitaire. La gauche aussi glisse encore plus à droite. Discours démagogique à la mode électorale, où nous mènes-tu ?

Pour détourner notre légitime révolte, le FN nous donne à penser que les profiteurs ce sont les plus précaires (pauvres, immigrés, chômeurs). De qui se moque-t-on ? Les profiteurs : des étrangers ? des chômeurs ? L'immigré c'est souvent un travailleur comme les autres, heureux comme on peut l'être quand on fait un boulot de merde, quand on met sa santé en l'air, sauf qu'en plus il se retrouve dans un pays qui l'exploite et le rejette. Le chômeur c'est pareil. La plus précaire, le paria facile à dénoncer. Le résultat final est de niveler par le bas les conditions de travail et les aides sociales.

Les profiteurs : ce sont les exploités communs : patrons, gouvernants, capitalistes. Ceux qui veulent mutualiser les pertes et privatiser les profits. Ceux qui disent que vous devez vous serrer la ceinture pour qu'ils puissent mieux se gaver.

Il n'y a pas de vote de protestation : il n'y a que des votes. Si on ne sait plus pour qui voter, il faudrait arrêter le vote et s'organiser autrement. Pour sortir des crises capitalistes, qu'est-ce qui nous empêche de sortir plutôt du capitalisme ? Pour éviter de réitérer les heures sombres de l'Histoire, soyons solidaires et égalitaires, libertaires. Foutons dehors les exploités et les pantins, arrêtons de gagner des miettes et de laisser les profiteurs s'enrichir, construisons l'intérêt commun. La nation est un mensonge, la division une stratégie pour régner, et les médias des accélérateurs de préjugés et pré-pensés. S'organiser face au contrôle social et sa répartition disproportionnée des richesses. Résister. Le seul moyen de protester.

Maïa, 27 mars 2011



Charte du journal « RésisteR! »

Le journal est avant tout un lieu d'**information** militante et de débats. Destiné à la **population**, ses objectifs sont :

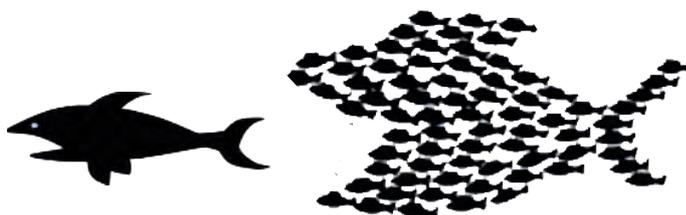
- **permettre l'expression** des acteurs des mouvements sociaux principalement locaux. Il s'agit évidemment des militants mais aussi de tous ceux qui, engagés dans la lutte sociale, n'ont pas la parole dans les médias officiels gouvernementaux et/ou privés. Clairement, ce sont les grévistes, les sans papiers, les chômeurs et autres précaires, etc ... qui trouveront un lieu de témoignage et d'expression dans ses colonnes.
- **faire connaître** les lieux de la résistance. Ces lieux multiples et parfois très temporaires dont l'existence n'est bien sûr surtout pas révélée par la presse officielle trouveront dans le journal un moyen de se faire connaître. Clairement, ce sont les collectifs et autres associations engagés sur les multiples fronts de la résistance tels que les collectifs féministes, les collectifs transports, urgence aux sans abris, etc ... qui auront la parole dans ses pages.
- La diffusion de l'information ne servirait qu'à peu de choses si elle n'invitait pas la population à **prendre sa part** dans la résistance. Ce journal veut donc être ce carrefour permettant aussi la rencontre des individus avec toutes ces structures de luttes. L'agenda des réunions de ces collectifs y aura donc sa place et constitue un élément indispensable.
- La plupart des partis politiques diffusent souvent déjà des publications qui leurs sont propres. "RésisteR!" propose autre chose que des tribunes unilatérales. Un espace de **débat** est ouvert.

Le journal est donc un moyen de la convergence des luttes de résistance. Il est aussi le lieu de l'expression de toutes les créations engagées ou à engager pour en finir avec l'aberration que constituent le capitalisme, la xénophobie et l'exclusion.

Son fonctionnement est collectif. Le contenu des articles et textes publiés est librement décidé par un comité de rédaction. Le comité peut notamment couper ou modifier un article, en accord avec son auteur s'il ou elle le signe.

Celui ci fonctionne de manière ouverte. Y prennent part tous ceux qui participent activement d'une manière ou d'une autre au journal. Seuls les individus en tant que tels s'y expriment. Ils y expriment bien sûr leur sensibilité mais aussi naturellement celles des partis et organisations auxquels ils peuvent appartenir. Il n'y a donc pas de « délégués » ou de « représentants » au sein de ce comité.

*Réunion de fondation,
le 31 janvier 2011,*





Vous aussi, soyez rédacteur !!

Chers amis lecteurs, chères amies lectrices, nous vous donnons la possibilité d'écrire un article dans le journal Résister.

Pour vous faciliter la tâche, nos professionnels ont préparé une trame afin de vous guider.

Remplissez ce texte et renvoyez le au journal Résister :

Pourquoi je résiste à l'..... :

Par de

Pour moi, résister c'est un de, depuis, toujours j'ai contre quelques..... mais surtout

Car Sarkozy est unqui nousavec sa bande de

Ils nous, surtout quand on essaye de, mais on ne se laissera pas tout du moins pas tout de suite !

Donc, j'ai décidé de avec et malgré tout ce qui

Bien sûr, je ne suis pas, mais l' m'..... et je pense un

Oh, je sais ce que vous, que c'est de tout dans son cependant, il m'apparaît de trouver des de en ce monde

C'est pourquoi, plus que, je trouve que lenal ..sister est le meilleur journ... et je lui envoie un d.. demilliers d'....ros.

comme vous le voyez, la littérature n'est pas insurmontable et nous donnons enfin au peuple les outils nécessaires à son épanouissement culturel

Vous pouvez comme BHL vous aider de Wikipédia.

Laissez votre imagination faire le reste.

A fond les ballons!

'.....Et un vrai patron, cela sait crier, caresser, fouetter, et cela n'a jamais peur'...
...visiblement même pas peur du code du travail ni du codé pénal!

Cette ahurissante formule est de Nicolas Holveck, patron de l'ASNL, au micro de France Bleu (*), à propos du nouvel entraîneur qu'il recherche pour son club de foot. Bon,... disons que c'était... de l'humour? Chiche!

Alors nous aussi on peut en faire? Et se demander, par exemple, le relief que ces mots prendraient dans la bouche du (ex) patron du FMI?

C'est pas drôle? Non! Mais c'est pas nous qui avons commencé...

Passées les bormes de la connerie, il n'y a plus de limite à l'indécence

(*)(rapporté par le site de l'ASNL le 22/4/2011).

Citoyens Résistants de 1944... et d'aujourd'hui !

Rencontre organisée le 27 mai 2011 à la faculté des lettres de Nancy.

Le 27 mai 1943, Jean Moulin organise à Paris la première réunion du Conseil de la Résistance (qui ne deviendra Conseil National de la Résistance (CNR) que quelques mois plus tard). Ce conseil réunit des représentants des mouvements de résistance, des syndicats, des partis politiques, des hommes de toute appartenance politique sauf de la droite traditionnelle qui s'est gravement compromise dans la collaboration. Le 15 mars 1944, au terme de nombreuses discussions, le CNR adopte un programme qui sera plus tard diffusé sous le titre « Les jours heureux par le CNR ». Ce programme est un programme de combat pour des jours meilleurs. La première partie de ce texte porte sur l'organisation de la résistance et des combats en vue de la libération. La seconde partie propose un programme de réformes politiques, économiques et sociales pour l'après libération.

Parmi ces réformes proposées, on compte « l'indépendance de la presse à l'égard de l'Etat et des puissances d'argent », « l'instauration d'une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie », « une organisation [...] de l'économie assurant la subordination des intérêts particuliers à l'intérêt général », la nationalisation de secteurs économiques essentiels comme le secteur énergétique ou bancaire, le développement des coopératives, la mise en place d'un système de retraite et de protection sociale, la revalorisation des salaires et des conditions de travail, le soutien d'un syndicalisme indépendant et puissant, l'accès pour tous à la culture et à l'éducation...

Si ces réformes ont été majoritairement mises en oeuvre dans les années qui ont suivi la libération, des reculs importants ont suivi dès les années 80 et nous assistons aujourd'hui à une casse systématique de toutes les réformes issues du programme du CNR. Denis Kessler, vice-président du MEDEF déclarait en 2007 : « Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie. [...] Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance ! ».

**« définir ensemble un nouveau
"Programme de Résistance"
pour notre siècle »**

Le 8 mars 2004, un groupe de « vétérans des mouvements de Résistance et des forces combattantes de la France Libre », appela « les jeunes générations à faire vivre et retransmettre l'héritage de la Résistance et ses idéaux toujours actuels de démocratie économique, sociale et culturelle ». Inquiets de la « remise en cause du socle des conquêtes sociales de la Libération », ils nous invitaient à commémorer le

programme du CNR, à dépasser les luttes partisans pour « définir ensemble un nouveau "Programme de Résistance" pour notre siècle » et à lutter contre les médias de masse qui ne prônent que « la consommation marchande, le mépris des plus faibles et de la culture, l'amnésie généralisée et la compétition à outrance de tous contre tous ».

Bien sûr, nous ne sommes pas en 1944 ! La résistance à laquelle nous sommes appelés aujourd'hui ne met pas en péril notre vie comme pour nos aînés. Néanmoins, l'appel de ces résistants de la seconde guerre mondiale, porté par Stéphane Hessel dans son livre *Indignez-vous !*, doit être entendu. Il nous faut unir les forces des citoyens militants des différentes associations, des différents partis ou syndicats.

Citoyens résistants de 1944 ... et d'aujourd'hui !

Aujourd'hui donc, nous vous invitons à répondre à cet appel en participant à une rencontre organisée le 27 mai 2011 à la faculté des lettres (amphi A042), 23 Boulevard Albert 1er à Nancy. Venez écouter et débattre avec des sociologues, des magistrats, des syndicalistes, des militants dans l'éducation, la protection sociale, les services publics, l'écologie, la presse indépendante... Au-delà des luttes partisans, cette soirée rassemblera des hommes et des femmes de sensibilités politiques variées, engagés dans différents partis, syndicats et associations.



Programme de la rencontre du 27 mai :

17h00 : Les jours heureux : le verbe résister doit toujours se conjuguer au présent ! (Introduction sur le programme du CNR) par Pascal Bridey (Magistrat à Nancy, Forum Progressiste 54)

17h30 : L'économie par Jean-Michel Masson (Réseau Citoyens Résistants 54)

18h00 : Les médias par Olivier Poche (Action Critique Médias (Acrimed))

18h30 : La justice des mineurs par Pascal Bridey (Magistrat à Nancy, Forum Progressiste)

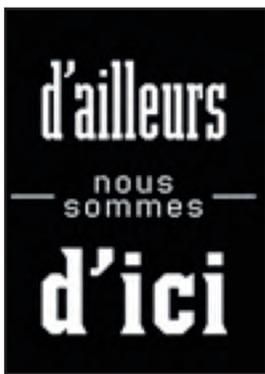
19h00 : Dans l'école par Patrick Baranger (ancien directeur de l'IUFM de Lorraine)

19h30 : Intermède musical : Stratégie de paix, groupe de rap militant
<http://www.myspace.com/strategiedepaix>

20h00 : Services publics, travail, protection sociale : table ronde avec Noël Barroyer (syndicaliste, fondateur de Sud-Solidaires 54), Nicolas Castel (docteur en sociologie, IDHE) à confirmer, Wilfrid Roux-Marchand (sociologue et ingénieur en retraite, syndicaliste)

21h00 : Conclusion et perspectives par Eric Goujot (Économie distributive, rédacteur du Colibri Solidaire et Distributif)

Animation assurée par Denys Crolotte (Mouvement pour une Alternative Non violente MAN), intermèdes musicaux.



Samedi 28 mai à 15 heures, Place Stanislas, la contribution nancéenne (et environs) à la mobilisation nationale et unitaire contre le racisme, contre la politique d'immigration du gouvernement et pour la régularisation des sans-papiers.

mercredi 1 juin · 17:00 - 20:00

Jérusalem, Camp de Dheisheh, Hebron, Naplouse, Bil'in...

Thomas Vescovi, membre du Conseil National d'AFPS (Association France Palestine Solidarité) racontera son voyage, en l'illustrant de photos prises par lui-même

A G E N D A

Nancy les 11 et 12 juin 2011

L'association "Huile de Coude" organise le **DO IT YOURSELF Festival 2ème édition,**

Tout le programme sur <http://diyfest.herbesfolles.org/>

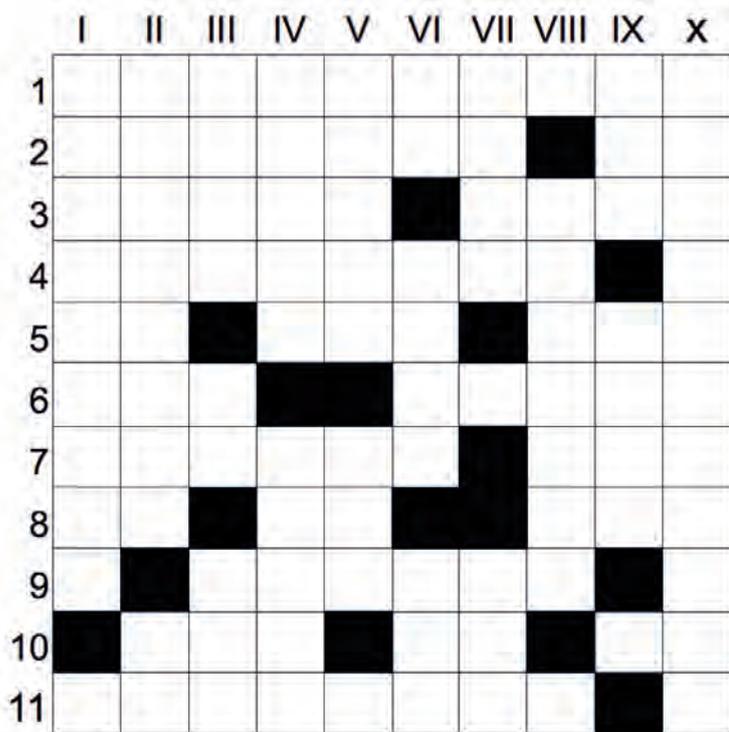
Rencontres du Maquis du 2 au 5 juin 2011, Minerve (34)

Appel à une convergence des luttes sociales et écologiques

« Le Maquis » - Cravirola

Le collectif pour une convergence des luttes
04 67 14 30 94
<http://collectifconvergence.blogspot.com>

Nous ne saurions trop vous rappeler que des travailleurs de la plate-forme d'appels ARVATO à Laxou ont fait grève plus de 50 jours et qu'ils ont besoin de votre soutien (chèques à libeller à l'ordre "Syndicat ARVATO" et à adresser à "La secrétaire du Syndicat CGT Arvato Socam, 14 rue du Mouzon, 54520 LAXOU ; plus d'infos sur <http://www.fsl-nancy.fr/soutien-aux-salaries-d-arvato-a-laxou-en-greve>). Soyez généreux !!



Mots croisés par Victor K.

Horizontalement

- 1 Ces vieilles centrales n'entrent hélas plus guère en fusion.
- 2 Plantation. Personnel 3 Petit poisson à qui il manque la tête. Mythe.
- 4 Comme des patrons devant une revendication salariale.
- 5 Trésorerie. Vieille Citroen . Lieu. 6 Racine en pétard. Plus rare en fin de mois.
- 7 A l'huile! Carats. 8 Niet ;-). Bohême Moravie. Camembert
- 9 Usée jusqu'à l'os.
- 10 Bof. Centre de ville. Bougie.
- 11 Rétrécissement étriqué de l'universel.

Verticalement

- I C'est pour la prochaine fois.
- II Vieux loup pas démerde. La moindre des choses.
- III Cours de russe. Es. Chasseur d'alambiques IV Surement une visite. Comme l'électeur les jours d'après. V Grec. Sans oublier le reste.
- VI Démonstratif. Pas Venus mais presque. Fleur bleue. VII Métier d'Homère. Pays Basque et liberté.
- VIII Prénom .IX Quart d'an. Résidu d'alvéole.
- X Boudiné.

Solutions du N°2



NB: afin de rassurer les puristes: il manquait la fin de la définition du 1: '...d'ailleurs, ils ne savent pas l'écrire' cambouis prend bien un s, avec nos excuses.

UN HOLD-UP GEANT



LE HOLD-UP DURE DEPUIS PLUS DE 20 ANS!

* SOURCE IRES



« Il faut plus d'argent contre Alzheimer, plus d'argent contre le cancer, plus d'argent pour les soins palliatifs, énumérait Nicolas Sarkozy lors d'une intervention télévisée. Mais où est-ce qu'on les trouve ? Où est-ce qu'on les trouve ? » C'est ainsi que le président de la République justifiait qu'on instaure « la franchise médicale » et que les malades paient pour leur maladie. C'est ainsi qu'il justifie aujourd'hui qu'on abolisse les régimes spéciaux. C'est ainsi qu'il justifiera bientôt que l'âge des retraites recule pour tous, que la Sécu soit privatisée par morceaux, que soit votée la Tva « sociale ». Mais sa question mérite une réponse: où trouver l'argent ?

ajoutée des entreprises partait aux salariés. Aujourd'hui, on plafonne à 66 %. Où sont donc passés ces 8 % du PIB, entre 130 et 170 milliards d'euros ? Tout simplement dans la poche des actionnaires ! C'est un hold-up, gigantesque et silencieux qu'ils ont réussi depuis 20 ans. Tandis que les salaires réels stagnaient entre 1985 et aujourd'hui, l'indice du CAC 40 était lui multiplié par 5,5. Et cette année encore, le gouvernement a « appliqué strictement la loi pour déterminer les relèvements du smic » - autant dire que le relèvement du salaire minimum fut minimal - 2,1 %. Pendant que, pour les actionnaires, le CAC 40 annonçait, en 2007, des « profits records », 91 milliards d'euros - dont, autre record, 40 milliards furent reversés en dividendes.

TOUJOURS MOINS
Ce déplacement des richesses s'opère également par un abaissement des « acquis » du salariat : la durée de cotisation s'allonge, pour des retraites qui diminuent, la couverture de la Sécurité sociale rétrécit tandis que la CSG augmente, etc. Et la politique ne rétablit aucune justice. Au contraire, elle aggrave les inégalités par des allègements d'impôts pour les riches - 15 milliards d'euros, par exemple, pour le paquet cadeau fiscal.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER
Demeure un mystère : comment faire accepter une politique aussi injuste ? Comme toujours : en divisant le monde du travail pour mieux régner. Les employés du privé contre les privilégiés du public. Les gentils fonctionnaires à régimes normaux contre les

méchants à régimes spéciaux. Les courageux smicards contre les paresseux assistés. Les chômeurs français contre les envahisseurs immigrés, etc. A chacun son bouc émissaire. Dans leur catalogue d'oppositions, nos gouvernants oublient sans cesse le même conflit. Le fondateur, l'essentiel : celui qui oppose les salariés aux actionnaires. A nous de le rappeler, de marteler cette évidence. A nous de convaincre les travailleurs que, par delà nos différences, par-delà nos « corporatismes », nous avons un ennemi commun. Car la régression sociale n'a rien d'une fatalité...

8 % du PIB
C'est une donnée centrale, et donc jamais citée, de l'économie française. En 1983, 74 % de la valeur

FAKIR